L'ABEILLE.

JOURNAL OFFICIEL DE L'ETAT.

PAR BULLIT, MAGNE & CIE.
No. 51, Rue Chartres.

CANAL STREET..... $12 / payable d'avance
UN TROIS FOIS PAR SEMAINE..$10

NOUVELLE-ORLEANS:

SAMEDI MATIN, 15 JANVIER 1842.

POUR GOUVERNEUR:
HENRY JOHNSON

REVUE DE LA SEMAINE.—Deux mots seulement sur les huit jours qui viennent de s'écouler. Les affaires législatives paraît nous ont suivi leur cours sans offrir d'incidents bien tranchés. la discussion dans les deux chambres a, comme la semaine dernière porté principalement sur les deux bills relatifs aux Banques; mais elle a marché plus rapidement au Sénat que chez nos représentans. Le bill, soumis à la considération des sénateurs, a été adopté jeudi, renvoyé hier à la Chambre, et imprimé ce matin dans nos colonnes. Nos lecteurs pourront l'étudier à loisir. Dès jeudi matin, nos représentans comptent s'en occuper, et bientôt sans doute ils auront à décider de son sort. Dans leur séance d'hier, ils se sont occupés des politiques révélations de M. Sweazy à propos de l'Angleterre et les ont adoptées.

La Congrès s'est ajourné pendant quatre jours à l'occasion de la nouvelle année, aussi n'avons nous presque rien à mentionner. Disons seulement que l'interminable discussion soulevée à la Chambre par la motion de M. Atherton a été enfin achevée dans la séance du 5 courant; la motion a été repoussée par 104 voix contre 95, et elle a été immédiatement remplacée par un amendement de M. Fillmore qui a été adopté sur le champ. Cet amendement suspendait pour le moment les débats sur le Tarif. Le Sénat a continué ceux qu'il fait naître le Bill de l'Echiquier, et M. Huntington est venu, comme l'avaient fait avant lui M. Mangum et M. Buchanan, combattre le projet d'Exécutif. Les répétitions ne manquent pas à cette malheureuse production d'un cerveau abastractionniste!

Trois faits d'une nature bien diverse méritent, croyons-nous, d'être rappelés: L'assemblée qui a eu lieu le mardi soir à la Bourse St. Louis, et les résolutions qu'elle a adoptées au sujet de la reprise des paiemens en espèces; les réclamations à propos du sauvetage de l'*Ecosse*, qui ont été publiées dans notre feuille du 13; enfin le procès de Dr Patron. Ce procès ne nous semble pas produire l'effet auquel s'attendait peut-être celui qui en est le héros; l'intérêt qu'a excité naguères le *prétendu pirate*, s'est éteint, et l'on s'inquiète à peine du *parjure*. N'est-ce pas tout naturel?

Nous nous sommes occupés assez d'artistes et de théâtres pour dernier et aujourd'hui même, pour n'avoir plus besoin d'y revenir. Disons seulement qu'hier soir pendant que le public du Théâtre d'Orléans prodiguait à M. Nagel des bravos les plus vifs, celui de St. Charles s'enivrait de la délicieuse musique, non pas de la *Cenerentola*, comme nous l'avions écrit par erreur, mais bien de la *Norma*. Les artistes s'étant trop contens de leur succès dans Nina pour ne pas s'en tenir quelque temps encore à Bellini.

THEATRE ST. CHARLES.—NORMA.—Quatre fois de suite le toit ogival de *Norma* a été enfoncé sur la scène du Temple et quatre fois cette délicieuse musique a excité les plus vifs transports. Mais ce succès, si soutenu, est ce un mérite de l'œuvre seulement qu'il faut attribuer, ou bien faut-il en laisser une part aux chanteurs qui s'en font les interprètes? Nous en avions pour d'un qui répondrait affirmativement à la première partie de la question; mais nous croyons trop peu en faisant ce même de manque de galanterie envers les artistes et de respect envers leurs admirateurs—il y aurait d'ailleurs assez mauvaise grâce de notre part à nous montrer bien sévères pour de là la rue du Canal quand nous le sommes si peu en deçà. Après tout, si nous ne partageons pas toutefois l'admiration de quelques-uns de nos confrères pour Mme Gresham et ses acolytes, nous avons néanmoins rendu justice à leurs qualités.

M. Manvers, par exemple, est à notre sens un chanteur très estimable: il pose bien sa voix, phrase avec une grande netteté, dit largement le récitatif, chante avec tendresse et déploie parfois une rare intelligence. Il faut dire aussi que la romance à la mode fait pour lui: il possède un organe plus que franchement Habituée, comme nous le sommes, aux timbres qui trouvent à grandir à une quinzaine de pieds de la rampe dans le nez, nous avons éprouvé le plus agréable surprise en entendant, pour la première fois depuis bien longtemps, une voix de poitrine, pleine, vibrante, nerveuse, qui n'enfle et diminue, descend ou monte sans effort, sans peine, sans vous faire éprouver jamais la moindre inquiétude; une voix aussi puissante pour suffire à tous les besoins du chant le plus hardi; la voix qui convient à un homme; une voix de poitrine de bonne qualité, c'est tout dire. Dans le rôle de Pollione, M. Manvers a été plus d'une fois applaudi avec raison. Il nous semble cependant que dans les deux premiers actes, il lui serait facile d'déployer un peu plus de chaleur, un peu plus de sensibilité. Il a manqué de chaleur dans le délicieux duo du premier acte avec Adalgise, mais dans le final il a trouvé des accents pleins d'âme et d'expression pour répondre à Norma. Il a montré là ce qu'il peut faire, lorsqu'il veut chanter, il nous a donné le droit d'être difficile mais avec lui d'une grande exigence. C'est donc en moment surtout que nous avons regretté pour l'artiste d'être obligé de rendre ses inspirations dans cette langue anglaise, si rebelle et si peu musicale. Pourquoi, mon Dieu! ne lui était-il pas donné d'employer ce mélodieux idiôme qui semble créé pour la musique, et qui coule avec tant de limpidité des lèvres du chanteur?

M. Ségoin nous a causé un plaisir du même genre que celui dont tout à l'heure nous remercions M. Manvers. M. Ségoin aussi a une voix: la basse-taille qu'il possède, n'est pas aussi remarquable que le ténor de contre-amande; mais elle existe, elle résonne, elle remplit la salle, et c'est quelque chose par le temps qui court. L'artiste-même s'en sert avec assez d'habileté, ce sans semble. Nous l'attendrons à un rôle plus important que celui d'Oroveso pour le juger avec connaissance de cause; disons cependant dès aujourd'hui que l'on qu'il a dit l'a été fort bien.

Nous avons malheureusement commencé notre tâche par l'endroit le plus facile; et ce n'est pas sans un certain embarras que nous abordons le chapitre des femmes. Nous avons entendu dire tant de bien de Mme Segnin, que nous craignons en exprimant notre opinion, d'avoir l'air d'en dire du mal. Comme son mari, comme M. Manvers, cette cantatrice a une voix qui ne manque ni de volume, ni d'étendue: mais cette voix est naturellement d'une justesse fort douteuse, et le travail ne nous paraît pas en avoir suffisamment corrigé les défauts. Il est vrai qu'à côté de ces défauts qui causent une impression singulièrement désagréable, on peut citer quelques qualités qui les rachètent aux yeux de bien des gens. Mme Ségoin chante avec verve; elle échoue presque toujours contre les difficultés que présente la musique italienne à un organe qui travaille, mais elle les aborde hardiment et dit avec assez d'ampleur les phrases simples de la mélodie ainsi que le récitatif. Elle a de plus un sentiment dramatique assez distingué, et s'il est impossible de la citer comme chanteuse, on peut lui accorder des éloges pour la manière dont elle joue.

Quant à Mlle Richardson, c'est l'inexpérience en personne; mais l'inexpérience avec une voix sont quelques registres sont agréables, quoique bien faibles, et de plus avec une sensibilité si vraie qu'en dépit des imperfections de son jeu et de son chant, l'émotion qu'elle éprouve devient quelquefois contagieuse. C'est une bien précieuse qualité, mais est-ce assez?

Les femmes sont donc, on le voit, la partie faible de la troupe Ségoin. Ce n'est guères aimable à dire, mais la vérité avant tout, mais enfin puisque nous l'avons écrit nous ne nous en rétidions pas. Cette infériorité relative est malheureuse, car le public et les artistes eux-mêmes se laissent charmer par une chanteuse bien plus facilement que par un chanteur: on applaudit le second s'il a un talent remarquable, tandis qu'on se passionne pour la première quand elle sait à un talent modéré joindre un peu de cette grâce qui semble l'apanage nécessaire de la femme. Malgré le défaut que nous signalons, la foule court à St-Charles en ce moment et y prend un vif plaisir. Nous ne sommes pas tentés de la chicaner sûr ce point car nous-mêmes nous nous sommes surpris à applaudir, et nous engageons vivement ceux que n'impatientent pas trop des paroles anglaises par de la musique italienne, à essayer de quelques-unes des représentations de la troupe Ségoin. Il n'aurons pas à s'en repentir.

Mr. the Patron.—M. Taylor a été appelé à déposer. Son témoignage ne fait que rappeler les circonstances lues à la page de l'*Independance*. L'avocat de district des Etats-Unis produisit une lettre de DePatron, adressée à M. Denis Prieur. Cette lettre avait été écrite immédiatement après l'arrestation de DePatron et n'est le seul but de prouver quelle genre de commandes par le prisonnier, n'était pas destinée au commerce de cabotage. M. Johnson s'est opposé à ce que l'on donnât lecture de ce document, et son opposition a été soutenue par la Cour.

On a procédé ensuite à l'examen de plusieurs témoins dont les dépositions ne sont guère importantes, puis la Cour s'est ajournée.

Les personnes qui n'ont pas encore visité la Ménagerie et le Cirque de MM Waring & co, sont priées vivement que c'est aujourd'hui définitivement le dernier jour que ce spectacle sera offert au public.

—La nomination de M Waggaman au poste d'ambassadeur en France, et celle de M Wadsly Thompson à la place de ministre à Mexique, sont, on tire de correspondance particulières, chose décidée à Washington

CHAMBRE DES REPRESENTANS

Hier, à midi, M. François Gardère a été réélu trésorier d'Etat.

TARLETON.—Le propriétaire de la galerie des beaux arts, située au-dessus de l'arcade de la rue du Camp, vient d'ouvrir à son superbe tableau de *Haidée* et *Juan*, par Tarleton, quelques belles toiles des artistes les plus en renom. Nous avons remarqué, entre autres, un tableau de Sully, un autre d'Inman, un Leslie et un Romegas.

Cette collection de toiles ne peut qu'intéresser vivement la curiosité du public, et surtout de cette partie du public amie des beaux arts, qui fait de la peinture une étude spéciale, et rend hommage au talent partout où il se trouve.

TERRES FRANQUANE.—Nous voyons par le rapport du commissaire du bureau central des terres publiques au gouvernement fédéral, que les ventes de terres publiques dans le courant de l'année 1841, se sont élevées à 2,180,000 74,100 arpens; le montant des sommes reçues pour ces terres été de 2,730,637 83c, et celui des sommes versées dans la trésorerie provenant de la même source, de $2,902,980 99 cents. Pendant les trois premiers trimestres de l'année 1841, les ventes se sont élevées à 110,073 39/100 arpens; l'argent provenant de ces ventes a atteint le chiffre de $1,384,913 48c, et le montant des sommes versées dans le trésor public et provenant de la même source a été de $1,134,088 cets.

—Fanny Elsworth, cette actrice dont les imitations grotesques des danses à la Taglioni ont eu tant de vogue l'année dernière, au théâtre de la rue Poydras, donne en ce moment une série de représentations à Charleston. On prétend qu'elles y font fureur.

(*Correspondance particulière de l'Abeille.*)

WASHINGTON, 3 janvier 1842.

SENAT.—M. Wright a présenté diverses pétitions signées des habitans de la ville et de l'Etat de New-York, demandant que la loi sur les faillites soit amendée. D'autres pétitions de la même nature ont été présentées par MM. Buchanan, Benton et Calhoun. Quelques bills ont été introduits et renvoyés à un comité ayant charge.

Le message du Président a été renvoyé avec lettre du trésorier et le bill concernant l'établissement d'un conseil d'échiquier à un comité spécial composé de neuf membres, a été l'ordre du jour.

M. Huntington ayant obtenu la parole, s'est déclaré nettement, ainsi que l'ont fait MM. Buchanan et Mangum, contre le projet d'Echiquier; il s'y opposera de toutes ses forces; malgré que ledit projet ne soit soumis en comité.

On a reçu un rapport du bureau central des terres publiques, lequel, après impression ordonnée, a été déposé sur le bureau.

sur motion de M. Morehead, le Sénat s'est ajourné à 9 heures.

CHAMBRE DES REPRESENTANS.—Les débats sur la question du tarif ont été repris.

La Chambre s'est occupée de la motion de M. Atherton pour effacer "comité sur les manufactures" et y substituer "comité sur les voies et moyens".

M. W. C. Johnson, qui a obtenu la parole, s'est déclaré en faveur de l'amendement. Il faut, il est vrai, que les divers manufacturiers soient efficacement protégés, mais il ne faut pas non plus qu'ils soient la préférence sur d'autres intérêts également importans.

M. Clark, de New-York, a ramené la Chambre à la question; cette motion a été secondée par l'orateur.

L'amendement de M. Atherton qui propose de référer le bill tarifaire au comité des voies et moyens, a été perdu par un vote de 90 oui contre 104 non.

M. Fillmore a modifié de la manière suivante la resolution premières: "Que tout ce qui a trait aux droits différentiels et aux manufactures domestiques soit référé au comité sur les manufactures."

Cette résolution ainsi modifiée a été adoptée.

La Chambre s'est ajournée.

— La ligne limitrophe entre l'Etat du Maine et les possessions anglaises de l'Amérique du Nord, est maintenant tracée dans presque toute sa longueur: il ne reste plus que 80 milles à mesurer à travers une lande inhabitée. Cette ligne, ainsi tracée, donne jusqu'aux rivières Américaines et justifie leurs prétentions au territoire en litige. Le major Graham, le chef des commissaires américains, est en ce moment à Washington; il ne poursuivra ses travaux qu'au printemps prochain.

Nous apprenons par le rapport du département de la guerre, que depuis le 13 mars dernier il a été fondu ni ont reçu des défendent nos côtes maritimes, quatre cent dix-sept pièces de canon de fort calibre et montées sur de bons et solides affuts. Une somme de $1,000,000 est encore requise pour compléter l'armement de ces forts.

BANQUE DES E. U.—Le *Philadelphia North American* assure qu'il sera intenté prochainement un nouveau procès aux officiers de la Banque des Etats-Unis, et que l'on prendra soin cette fois de ne plus pêcher du côté de la forme.

MARTINIQUE.—La corvette de guerre américaine le *Legant*, est arrivée le 29 décembre à *Hampton Roads*, venant de Pensacola.

Don Manuel Valdès, le consul espagnol de Baltimore y est mort récemment après une courte maladie.

UNION.—Les trois sectes religieuses connues sous la dénomination de Méthodistes, Unitériens et Universelles, se sont réunies à Boston et ne forment plus qu'une seule et même secte qui adore et prie en commun. Oh! le progrès!

Le gouverneur Tucker, du Mississipi, a été inauguré le 9 de ce mois, à Jackson. Le *Vicksburg Whig* parle de la magnificence du jour de l'inauguration comme d'une chose vue nulle et sans portée.

PETITE VEROLE.—Cette affreuse maladie règne avec la dernière rigueur à Philadelphie et dans les campagnes environnantes. Des symptômes de petite vérole ont été déclarés dans la plupart des écoles publiques, et plusieurs élèves en ont même été atteints.

PENNSYLVANIE.—La législature de la Pennsylvanie a dû se réunir à Harrisburg le 4 de ce mois.

INAUGURATION.—L'hon. Francis Thomas, gouverneur élu du Maryland, a été inauguré le 3 Janvier à Annapolis.

— Lord Morpeth, le célèbre touriste, serait s'il faut en croire le journaux du *Nord*, sur le point de s'unir en mariage à l'une des femmes les plus belles et les plus élégantes de Boston.

— La plupart des feuilles abolitionnistes du Nord donnent faite de patronage.

Emigration de Liverpool.—Il est émigré du port de Liverpool, à compter du 1er. janvier jusqu'au 31 octobre 1841, pour les colonies anglaises de l'Amérique du Nord, 3,850 individus; pour les Etats-Unis de l'Amérique du Nord, 34,928; pour Sydney, New South Wales, 5,748; pour le Port Phillip, 1,439.

PROJET DE LOI SUR LES BANQUES

Tel qu'il a été adopté par le Sénat, dans sa séance du 13 janvier.

ACTE

Pour faire revivre les Chartes des diverses Banques établies dans la ville de la Nouvelle-Orléans, et pour d'autres objets.

Section 1. Il est décrété par le Sénat et la Chambre des Représentans de l'Etat de la Louisiane réunis en assemblée Générale; que les chartes des Banques suivantes, savoir: "la Compagnie de Banque du Canal de la Nouvelle-Orléans, la Banque des Citoyens de la Louisiane, la Banque de Crédit de la Nouvelle-Orléans, l'Association Consolidée des Cultivateurs de la Louisiane, la Compagnie de Banque et d'Eclairage du Gaz, la Banque de la Louisiane, la Banque de l'Etat de la Louisiane, la Banque des Artisans et des Marchands, la Banque du Commerce, la Banque de l'Union de la Louisiane, la Compagnie du Chemin de Fer et de Banque de Carrollton, la Banque d'Orléans, la Compagnie et Banque des Améliorations, la Compagnie du Chemin de Fer et de Banque de l'Atchafalaya, la Compagnie de Banque de l'Echange et la Banque des Négocians de la ville de la Nouvelle-Orléans, établies dans la ville de la Nouvelle-Orléans, sont et demeurent, par le présent, toutes et chacunes d'elles respectivement rétablies; et que tous les pouvoirs, droits, privilèges immunités, restrictions et prohibitions contenus dans leurs chartes sont et demeurent par le présent renouvelés, et s'étendront et s'appliqueront à chacune d'elles, dans toute force, à chacune desdites Banques respectivement, sauf les restrictions et dispositions ci-après mentionnées: Bien entendu que les dites Banques devront, chacune pour sa part et immédiatement après la passation de cet acte, se préparer à une reprise générale des paiemens en espèces, accepter et observer strictement les règles fondamentales suivantes:

1o. Chaque Banque devra séparer les prêts faits sur son capital payé, de ses prêts faits sur le montant des dépôts individuels: les prêts faits sur son capital, devront se composer de billets d'accommodement, avec garanties personnelles, ou hypothécaires, de prêts sur actions par les Banques hypothécaires, enfin, de tous effets provenant de l'emploi des fonds, de quelque nature qu'ils soient, non réalisables dans les quatre-vingt-dix jours.

Les prêts faits sur le montant des dépôts individuels et qui seront représentant le papier monnaie émis par les Banques, devront être restreints aux effets payables en plein à échéance.

Ces effets formant une partie intégrante de la base des fonds en espèces, destinés à faire face à la circulation, seront payables à quatre-vingt-dix jour, afin d'établir un mouvement rapide dans les recettes journalières.

Les effets et autres valeurs fournis pour prêts sur le capital, constitueront le capital inactif.

Et les effets fournis pour prêts sur le montant des dépôts individuels, formeront le mouvement des Banques.

2o. Aucune Banque ne devra augmenter les prêts faits sur les fonds de son capital inactif, tant que le montant total de son papier monnaie ne sera pas représenté par un tiers de ce montant en espèces, et par trois quarts de ses traites en bons billets ou obligations payables en plein à échéance et dans quatre-vingt-dix jours; et chaque directeur sera personnellement responsable de tout prêt ou emploi de fonds faits en contravention à cette règle, à moins qu'il ne prouve qu'il s'y est dans la négative. Bien entendu que rien de ce qui aura été contenu ne pourra être interprété de manière à dégager aucune Banque de l'obligation de retirer aux Compagnies le montant déterminé par sa charte: Bien entendu aussi qu'aucune Banque ne pourra augmenter le montant de ses prêts actuels, tant que la ville de la Nouvelle-Orléans, jusqu'à ce que la dite Banque ait fait aux différentes personnes de la compagnie, très prêts déterminées par sa charte.

3o. Que si le tireur ou l'endosseur d'un billet ou obligation escomptée payable strictement à échéance, ne demande le renouvellement, du dit billet, le compte du dit tireur ou endosseur sera considéré comme arrêté avec la banque dans laquelle le dit billet a été escompté, et avis en sera donné immédiatement aux autres banques.

4o. Que tout tireur ou endosseur d'un effet de commerce, qui laissera ou protestera le dit effet au billet et ne le paiera pas, dans les dix jours qui suivront le protêt, sans cause légale, sera considéré en état de faillite.

5o. Qu'aucune lettre de change ne sera négociée sur garantie de lettres de crédit, à moins que ce crédit ne soit ouvert dans une maison de commerce solvable, et bien établie dans la ville de la Nouvelle-Orléans, ou dans tout autre partie de l'Etat de la Louisiane.

6o. Qu'aucun vaisseau de commerce ou autre sujet ne sera expédié dans l'endossement d'une maison de commerce solvable établie dans la ville de la Nouvelle-Orléans, ou d'un habitant solvable de l'Etat; et tout billet présenté à l'escompte et n'ayant que deux ou trois-vingt-dix jours à courir, sera considéré, de fait, comme payable en plein à échéance.

7o. Que tout directeur qui s'absentera de l'Etat, sera considéré comme démissionnaire, de fait, à moins que son absence n'excède pas trente jours; et tout directeur domicilié dans le premier district judiciaire, qui sans permission, manquera d'assister à trois assemblées consécutives de la direction, sera aussi considéré comme démissionnaire (sauf le cas de maladie,) et il sera immédiatement pourvu à son remplacement, conformément à la loi. Bien entendu que nul ne sera nommé directeur d'aucune banque dans l'Etat de la Louisiane s'il n'est lors de sa nomination, citoyen des Etats-Unis.

Sect. 2. Il est de plus décrété, &c. Qu'il sera du devoir du gouverneur de l'Etat, aussitôt après la promulgation de cet acte, dans la gazette de l'Etat, et chaque année ensuite, durant la dernière semaine de janvier de nommer, de l'avis et du consentement du Sénat, trois individus ayant les qualifications suivantes, 1o. ils devront être bons comptables, 2o. citoyens des Etats-Unis et de l'Etat de la Louisiane, et y avoir résidé pendant quatre années consécutives, 3o. aucun d'eux ne devra être ni directeur de banque, ni l'associé commercial d'aucun directeur de banque, ni actionnaire d'aucune banque de l'Etat, ni membre de la législature et trois comptables experimentés; les dits comptables s'organiseront en bureau, sous le titre de "Bureau de Circulation;" le premier bureau demeurera en fonctions jusqu'au premier lundi de février 1845, et jusqu'à ce qu'il soit remplacé; le dit bureau nommera un de ses membres pour remplir les fonctions de président et de secrétaire; le dit président touchera $5,000 piastres par an, tant pour son traitement que pour les frais de bureau, et chacun des autres membres aura $2,000, de traitement par an, le tout payable par quartier, par la banque ayant sur sa disposition de cet acte, chacune au prorata de son capital payé.

Et le premier devoir du bureau de circulation, sera de veiller à ce que le papier monnaie émis en vertu de la loi, ne soit jamais en excédant, et à cet effet, le dit bureau est par le présent revêtu des pouvoirs suivants, savoir:

1o. De veiller à la fidèle exécution de cet acte, et à celle des chartes et des réglemens de toutes les banques sujettes à cette loi.

3o. D'examiner à fond l'état des affaires de toute banque, lorsqu'il le jugera convenable.

3o. De requérir le président et le caissier de chaque banque, de fournir le samedi de chaque semaine l'état suivant imprimé et signé par eux:

1o. Capital réalisé.

2o. Montant du capital inactif (dead weight) sous les titres respectifs de biens fonds, prêts sur actions, prêts à longues échéances, sur garanties personnelles ou foncières, billets et obligations protestés, et enfin toutes les créances non réalisables dans les quatre-vingt-dix jours.

3o. Mouvement de la banque, savoir:

Prêts sur billets et obligations payables à échéance, et destinés à faire face aux deux tiers du papier monnaie, qui n'est pas représenté en espèces.

Circulation.

Dépôts et autres dettes payables sur demande.

Espèces et créances pouvant être réalisées au comptant.

Les dits états devront être régulièrement mis en forme dans le local du bureau de circulation; et lesdits états ainsi formés, le dernier samedi de chaque mois seront signés par le président du bureau de circulation et seront publiés dans la gazette de l'Etat, le premier lundi de chaque mois.

4o. Le bureau de circulation aura le droit, toutes les fois qu'il le jugera convenable, de convoquer une assemblée des propriétaires d'aucune des cites banques, pour prendre connaissance de ses affaires, et de convoquer annuellement, et au moins trente jours avant l'élection des directeurs, une assemblée des propriétaires ou actionnaires de chaque banque et leur soumettre un état détaillé de ses opérations durant l'année précédente, et un état général.

Et le dit bureau de circulation devra soumettre à la Législature, durant la première semaine de sa session annuelle ou aussitôt que possible après ce délai, une copie fidèle et entière de tous les travaux des assemblées des actionnaires, et de tous les travaux et opérations du bureau durant l'année.

Et il sera du devoir du président ou du caissier de chaque banque de fournir au bureau de circulation des copies de toute protestation qui pourrait être faite par un des directeurs de la dite banque, du moment que cette protestation sera inscrite sur le livre de minutes de la banque.

Et il sera du devoir de chaque membre du bureau de circulation, avant d'entrer en fonctions, de prêter le serment suivant, pardevant le juge de paroisse de la paroisse d'Orléans savoir:

"Je jure que je suis bon comptable, que je suis citoyen des Etats Unis et de l'Etat de la Louisiane, et que j'y ai résidé pendant quatre années consécutives, que je ne suis ni directeur de banque, ni associé commercial d'aucun directeur de banque, que je ne suis ni courtier de change, ni actionnaire d'aucune banque de cet Etat, ni membre de la Législature; que je remplirai de mon mieux, selon qu'il y est stipulé en se conformant à toutes les dispositions qui y sont contenues.

Sect. 8. Il est de plus décrété, etc. Que comme une considération additionnelle pour l'extension de cédées, que la précédente section prévoit aux banques qui pourront entrer en liquidation, qui maintenant, ou plus tard seront en liquidation, ou finiront, durant toute la durée de leurs chartes respectives, il sera du devoir du Bureau de Circulation, toutes les fois qu'une banque aura été mise en liquidation, de s'informer si cette liquidation a été opérée conformément à cette loi, et dans le cas où il trouverait que cette liquidation n'a pas été opérée conformément à cette loi, il sera du devoir du président de faire rapport à la Législature, à sa première session ordinaire, et de recommander que le gouverneur, en vertu de cet acte, de demander à la direction de la dite banque, un rapport sous serment le président et le caissier, un état de situation contenant tous les renseignemens qu'il croira nécessaires, et ordonner à ces officiers de comparaître devant la Cour, pour répondre à telles questions que la Cour croira convenables de leur faire, touchant les affaires de la banque, et pour faire rapport à la Cour, et si la Cour croit que la dite banque a violé les dispositions de cet acte, ou a fait quelque acte frauduleux, ou a fait quelque acte contraire à la loi, ou a fait quelque acte qui tende à la ruine de la banque, ou à la fraude des créanciers, ou des actionnaires, ou à la fraude du public, la Cour ordonnera que la banque soit mise en liquidation, et nommera un ou plusieurs liquidateurs, qui seront chargés de la liquidation de la banque, et qui auront pouvoir de faire rentrer les dettes de ladite banque, et de vendre ses biens, meubles et immeubles, et de faire tout ce qui sera nécessaire pour la liquidation de ladite banque, et pour la distribution de ses biens entre ses créanciers et actionnaires, et pour faire rapport à la Cour de leurs opérations, et la Cour ordonnera que les dits liquidateurs donnent caution pour la bonne exécution de leurs devoirs, et pour la fidèle exécution de leurs devoirs, et pour la fidèle exécution de leurs devoirs, et pour la fidèle